

DECISION N°2024-D0008/ARCOP/ORD

Poursuite contre l'ENTREPRISE KANAZOE ABDOULAYE ET FRERES et son représentant légal Monsieur Abdoulaye KANAZOE dans le cadre de l'appel d'offres n°2023-0406/MID/SG/DMP/SMT-PI pour les travaux d'aménagement d'environ 54 km de pistes rurales dans la Région du Centre-Ouest, Province du Boulkiemdé, Commune de siglé, pour production de document non authentique (certification de chiffre d'affaires).

**L'ORGANE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE DISCIPLINE :**

- Vu** la loi n°039-2016/AN du 02 décembre 2016 portant réglementation générale de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2015-1260/PRES-TRANS/PM/MEF 039-2016/AN du 09 novembre 2015 portant code d'éthique et de déontologie de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2017-0049/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public et ensemble ses modificatifs ;
- Vu** le décret n°2017-0051/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage public déléguée ;
- Sur** auto saisine de l'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) dans le cadre de la passation de l'appel d'offres ouvert ci-dessus cité ;

présidé par Monsieur Michel KAFANDO, membre de l'Organe de règlement des différends (ORD) ;

en présence de :

- Monsieur Martin OUEDRAOGO, membre de l'ORD ;
- Monsieur Issoufou YELEMOU, membre de l'ORD ;
- Madame K. Irène BAYANE/ZONGO et Monsieur B. Adama OUEDRAOGO, assurant le secrétariat de l'ORD ;

et en présence des mis en cause, Monsieur Abdoulaye KANAZOE, représentant légal de l'ENTREPRISE KANAZOE ABDOULAYE ET FRERES et assisté de Maitre Seydou Roger YAMBA, Avocat conseil ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité de la procédure, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant qu'aux termes des dispositions des articles 33 et suivants du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 précité, l'Organe de règlement des différends (ORD) est compétent pour connaître des cas de violation de la réglementation en matière de passation, d'exécution ou de règlement des procédures de la commande publique ;

considérant que la présente poursuite vise un cas de violation de la réglementation dans le cadre de l'appel d'offres n°2023-0406/MID/SG/DMP/SMT-PI pour les travaux d'aménagement d'environ 54 km de pistes rurales dans la Région du Centre-Ouest, Province du Boulkiemdé, Commune de siglé ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORD est compétent pour en connaître ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes des articles 33 et suivants du décret n°2017-0050/PRES/PM/MINEFID du 01 février 2017 précité, l'ORD peut recevoir des dénonciations des parties intéressées ou de toute autre personne avant, pendant et après la passation ou l'exécution d'une commande publique, statuer sur toute irrégularité dont les membres de l'ORD sont saisis, ou s'autosaisir et statuer sur les irrégularités, les fautes et les infractions constatées sur le fondement des informations recueillies dans l'exercice de sa mission, ou de toute information communiquée par des parties contractantes, des candidats ou des tiers ;

considérant que la procédure disciplinaire a été engagée contre l'ENTREPRISE KANAZOE ABDOULAYE ET FRERES et son représentant légal Monsieur Abdoulaye KANAZOE dans le cadre de l'appel d'offres n°2023-0406/MID/SG/DMP/SMT-PI pour les travaux d'aménagement d'environ 54 km de pistes rurales dans la Région du Centre-Ouest, Province du Boulkiemdé, Commune de siglé, pour production de document non authentique (certification de chiffre d'affaires) ;

qu'il convient, dès lors, de la déclarer recevable ;

AU FOND:

sur les faits,

le Ministère des Infrastructures et du Désenclavement a lancé l'appel d'offres n°2023-0406/MID/SG/DMP/SMT-PI pour les travaux d'aménagement d'environ 54 km de pistes rurales dans la Région du Centre-Ouest, Province du Boulkiemdé, Commune de siglé ;

dans le processus d'évaluation des offres, il a été procédé à la vérification de la certification de chiffre d'affaires produite par l'ENTREPRISE KANAZOE ABDOULAYE ET FRERES dans son offre technique ; que par correspondance n°2023-1196/MEFP/SG/DGI/DERF du 06 juin 2023, le Directeur Général des Impôts, portait à la connaissance du Directeur des marchés publics, qu'après investigation de ses services techniques, le chiffre d'affaires produit par l'ENTREPRISE KANAZOE ABDOULAYE ET FRERES est non authentique ; que les résultats de cette authentification ont été versés à l'ARCOP qui s'en est saisie pour entendre les présumés auteurs en discipline ;

sur la discussion,

considérant qu'aux termes de l'article 177 du décret 2017-049 sus visé « Sans préjudice des sanctions pénales et disciplinaires prévues par les textes spécifiques qui leur sont applicables, les soumissionnaires, attributaires, titulaires et délégataires encourent sur décision de l'Organe de règlement des différends, l'avertissement, la confiscation des garanties constituées par le contrevenant dans le cadre de la procédure incriminée, l'exclusion de la commande publique pour une durée d'un (1) an à cinq (5) ans en fonction de la gravité de la faute, l'exclusion définitive de la commande publique, lorsqu'ils ont :

- (...)
- fourni des informations ou des déclarations fausses ou mensongères, ou ont fait usage d'informations confidentielles dans le cadre de la procédure d'appel à la concurrence » ;

considérant que l'ENTREPRISE KANAZOE ABDOULAYE ET FRERES et son représentant légal Monsieur Abdoulaye KANAZOE, sont poursuivis pour production de document non authentique en l'occurrence la certification de chiffre d'affaires ;

considérant que le mis en cause explique que le chiffre d'affaires non authentique est le fait d'un spécialiste en montage des dossiers d'appel d'offres ; que ne s'y connaissant pas et pour avoir plus de chance de remporter le marché, il a fait recours à Isaac BIOUN répondant au 76 61 37 28 pour le montage de l'offre ; que certes, il n'avait pas le chiffre d'affaires requis mais estimait qu'étant une jeune entreprise, il bénéficierait de quelques avantages ; qu'il sollicite la clémence de l'instance ;

considérant que les faits reprochés à la société et son représentant légal sont avérés et constitutifs de cas de violation de la réglementation ; qu'en effet, ils se sont rendus coupables d'une infraction en produisant dans l'offre technique une certification de chiffre d'affaires non authentique ; que la correspondance n°2023-1196/MEFP/SG/DGI/DERF du 06 juin 2023 du Directeur général des impôts confirme cette situation ;

que dès lors, ces faits engagent leurs responsabilités et les exposent à une sanction disciplinaire ;

sur ce ;

DECIDE :

- que l'ENTREPRISE KANAZOE ABDOULAYE ET FRERES et son représentant légal, Monsieur Abdoulaye KANAZOE, sont disciplinairement responsables des faits qui leur sont reprochés dans le cadre de l'appel d'offres n°2023-0406/MID/SG/DMP/SMT-PI pour les travaux d'aménagement d'environ 54 km de pistes rurales dans la Région du Centre-Ouest, Province du Boulkiemdé, Commune de siglé, pour production de document non authentique (certification de chiffre d'affaires) ;
- que l'ENTREPRISE KANAZOE ABDOULAYE ET FRERES et son représentant légal, Monsieur Abdoulaye KANAZOE, sont exclus de toutes les procédures de la commande publique pour une période de deux (02) ans à compter du prononcé de la présente décision ;
- que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 23 février 2024

Le Président de séance

Michel KAFANDO
Officier de l'Ordre de l'Etalon